



PRÉFÈTE DES HAUTES-ALPES

Direction des services du Cabinet
et de la sécurité

Service interministériel de défense
et de sécurité civile

Gap, le 26 AVR. 2018

Arrêté préfectoral n° 05-2018-04-26-004

Information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques situés sur la commune de Saint-Véran

**La préfète des Hautes-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur**

- VU le code général des collectivités territoriales
- VU le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27 ;
- VU le décret n°91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;
- VU le décret n°2012-475 du 12 avril 2012 modifiant l'article R125-24 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2006-37-12 du 6 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels majeurs situés dans le département des Hautes-Alpes et ses arrêtés modificatifs ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2010-190-6 du 9 juillet 2010 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels majeurs situés sur la commune de Saint-Véran ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2010-189-5 du 8 juillet 2010 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques naturels (PPR) sur la commune de Saint-Véran ;
- VU l'arrêté préfectoral n°05-2018-04-26-005 du 26 AVR. 2018 approuvant ledit PPR ;

SUR proposition de monsieur le Directeur des services du cabinet de la préfecture des Hautes-Alpes ;

A R R Ê T E

Article 1er :

L'arrêté préfectoral n°2010-190-6 du 9 juillet 2010 sus-visé est abrogé.

ARTICLE 2 :

Les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Saint-Véran sur les risques naturels, miniers et technologiques, sont consignés dans un dossier communal d'information (DCI) annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3 :

Le DCI comprend les pièces suivantes :

- la fiche communale d'information sur les risques naturels, miniers et technologiques comprenant l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer ;
- la délimitation des zones exposées aux risques naturels et l'intensité des risques ;
- le zonage réglementaire du plan de prévention des risques approuvé ;
- le règlement du plan de prévention des risques approuvé ;
- le modèle de l'état des risques naturels, miniers et technologiques à remplir par le vendeur ou le bailleur.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté et le document d'information visé à l'article 3 sont librement consultables en préfecture des Hautes-Alpes, sur le site internet de la préfecture, en sous-préfecture de Briançon et en mairie de Saint-Véran.

Le présent arrêté et le document d'information visé à l'article 3 est également communiqué à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

ARTICLE 5 :

Les informations visées à l'article 2 et 3 sont mises à jour dans les conditions définies à l'article R125-25 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille.

ARTICLE 7 :

Messieurs le Secrétaire Général de la préfecture des Hautes-Alpes, le Sous-Préfet de Briançon, le directeur des services du Cabinet, les chefs de service départementaux et madame le maire de la commune de Saint-Véran sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

La préfète,



Cécile BIGOT-DEKEYZER